



Roland Gomez, président de la CCIT, appelle à la réflexion constructive.

PHOTO B.F.

La chambre de commerce s'adapte

Économie

La chambre de commerce et d'industrie des Alpes de Haute-Provence déplore les restrictions budgétaires.

Cette dernière appelle notamment ses homologues plus « riches » de la région à la soutenir.

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

« Nous avons été contraints d'adopter un train de mesures pour adapter notre structure à la nouvelle donne budgétaire » commente Roland Gomez, président de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) des Alpes-de-Haute-Provence à l'occasion de l'assemblée générale organisée à la Maison de l'entreprise à Sisteron. Une situation financière issue de la décision du gouvernement de diminuer la ressource fiscale de 17% en 2018 après un coup de rabot de 32% sur la période 2014/2017. Reste que la CCI compte sur le soutien des chambres consulaires beaucoup plus riches de la région pour obtenir un soutien de péréquation...

Un train de mesures qui commence par l'utilisation des locaux de l'antenne de Manosque à l'occasion du transfert du CFA sur le site de l'éco-campus de Sainte-Tulle. « Nous devons trouver une solution pour utiliser rationnellement les locaux de l'antenne de Manosque qui seront transformés pour partie en espace de co-working ». Et surtout la suppression de trois postes budgétaires au sein du personnel dans le cadre de deux départs volontaires et d'une mise à disposition. « Les CCIT doivent se réinventer en prenant en compte la loi NOTRe, précise Roland Gomez. Nous

devons avoir la maturité et la lucidité de remettre en cause notre modèle actuel. Le phénomène d'ubérisation n'est pas réservé au secteur privé, il s'applique également à notre réseau qui comme une entreprise dont les parts de marché s'étiolent, doit revoir sa stratégie pour rebondir et conserver son utilité. C'est la seule façon de procéder si nous voulons que notre institution trouve toute sa place dans notre société moderne, dont les maîtres mots sont l'agilité, la flexibilité, la disruption, la collaboration et l'innovation ».

Des rapprochements opérés

Enfin Roland Gomez a rappelé la philosophie des engagements qui ont fondé sa mandature : « Nous sommes engagés sur de nombreux fronts qui ont toutefois un dénominateur commun, notre volonté d'être utile aux entreprises de notre territoire et d'agir efficacement en faveur du développement économique local ».

Premier engagement : rassembler dans une dynamique unitaire les représentants des forces vives du département. Aujourd'hui ce rapprochement a été réalisé. L'UDE, la MDE, les chambres consulaires, les Plateformes d'initiatives locales, l'UMIH, la FD BTP notamment travaillent la main dans la main, dans le respect de l'identité de chaque structure et de ses enjeux propres.

Il y a aussi le défi de l'Eco-Campus de Ste Tulle, ce pôle de formation professionnelle d'excellence, dédié aux énergies renouvelables. Et la volonté d'aller rencontrer les ressortissants à l'occasion de réunions déconcentrées aux quatre coins du département. Sans oublier le think tank « qui réunit des personnalités de tous horizons intéressées par l'action économique et la philosophie citoyenne (...) et doit constituer un outil d'aide à la décision pour nos élus ».

B.F.